

Les petites et moyennes entreprises forestières

Représentent-elles le meilleur moyen de réduire la pauvreté et de pérenniser les forêts?

par James Mayers

Institut international pour
l'environnement et le
développement

Londres, Royaume-Uni
james.mayers@iied.org

LES PETITES et moyennes entreprises forestières (PMEF) sont peu connues et difficiles à définir. Il en existe de toutes sortes et les démarcations entre PME, micro-entreprises et entreprises à grande échelle diffèrent d'un endroit à l'autre. Il est donc pratique de définir une PMEF comme étant une opération commerciale visant à réaliser un bénéfice par une activité liée à la forêt, qui emploie 10 à 100 personnes à temps plein, ou dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre dix mille et 30 millions de dollars des Etats-Unis, ou dont la consommation annuelle de bois rond atteint 3.000 à 20.000 mètres cubes.

Pourquoi les PMEF sont-elles importantes?

Dans les tropiques, la plupart des produits forestiers sont produits et consommés localement. S'agissant des produits qui sont vendus, c'est le marché intérieur qui prédomine. On estime en général que près de 85% du bois des forêts tropicales est utilisé comme bois de feu, que 10% environ du bois d'oeuvre est utilisé localement et qu'environ 5% est exporté. Tandis que ce sont en général les entreprises à grande échelle qui exportent le bois, le marché intérieur est dominé par les PMEF.

Les informations fiables sur les PMEF sont rares. Mais il est possible de faire quelques extrapolations approximatives à partir de l'information disponible:

- dans beaucoup de pays, environ 80 à 90% des entreprises forestières sont des PMEF;
- dans beaucoup de pays, les PMEF représentent plus de 50% de tous les emplois dans le secteur forestier;
- plus de 20 millions d'employés travaillent pour les PMEF à travers le monde; et
- les PMEF du monde entier produisent une plus-value brute supérieure à 130 milliards de dollars par an (à comparer au total de la valeur globale des importations de produits à base de bois qui se situe à environ 141 milliards de dollars par an—attribuables pour la plupart aux grandes entreprises; il se peut que 140 millions d'autres employés travaillent pour des micro-entreprises forestières marginales, surtout dans les pays en développement).

Pourquoi PMEF ont-elles été ainsi négligées?

Les PMEF sont de nature diverse, officieuse, insaisissable et risquée. Elles posent des problèmes aux décideurs pour plusieurs raisons:

- la complexité de l'établissement de rapports avec la diversité des PMEF présentes en de multiples endroits;



Entreprise locale: un camion de grumes au point de déchargement dans un village du Mozambique.
Photo: D. Macqueen

- la diversité de constitution des PMEF, ce qui réduit la probabilité de mettre en place des programmes communs;
- la modeste envergure de chaque entreprise individuelle, ce qui réduit l'impact des activités de chacune d'elles;
- l'instabilité des économies au sein desquelles elles opèrent, d'où leur besoin de pouvoir s'adapter, se déplacer et tirer parti d'opportunités;
- l'insuffisance de leurs ressources pour répondre aux exigences de la bureaucratie et leur manque de pouvoir pour contourner le système; et
- les risques propres aux opérations des PMEF. Elles opèrent souvent officieusement; leurs accès ou droits aux ressources ne sont pas assurés, leurs capacités en matière de gestion et de technologie sont insuffisantes, et elles ne disposent que de peu de possibilités de donner des garanties.

Les PMEF n'entretiennent souvent que des rapports ténus avec les investisseurs externes et manquent de capital pour se prémunir elles-mêmes contre des risques. On estime que les PMEF sont financées à 80% environ par les propriétaires eux-mêmes, leurs amis et leurs familles. Les propriétaires des PMEF sont donc ceux qui investissent le plus dans la foresterie.

Quels sont les impacts environnementaux et sociaux des PMEF?

- Les conditions dans lesquelles les PMEF opèrent—absence de formalité, insécurité sur la place, investissement insuffisant, faible rentabilité—risquent d'émousser leur désir de se soucier des questions environnementales. Parfois cependant, le sentiment d'une responsabilité au niveau local peut améliorer la qualité de l'environnement: par exemple dans des paysages de "patchwork" basés sur la production de petits propriétaires.
- La plupart des avantages sociaux sont réalisés là où coexistent les grandes entreprises et les PMEF et où la part des ces dernières sur le marché du travail augmente à mesure que des améliorations sont apportées en matière de technologie

et de normes, grâce aux liens qui existent entre les PME F et les entreprises de plus grande échelle.

- Moins d'avantages sociaux sont réalisés lorsqu'il y a 'diversification de dernier recours'—c'est-à-dire lorsque des économiquement faibles ayant peu d'autres choix ont pour seuls refuges des activités ne nécessitant pas d'aptitude particulière et la migration saisonnière de main-d'œuvre.
- Les PME F peuvent fort bien évoluer en entreprises de grande envergure, ou bien elles peuvent être remplacées par de grandes sociétés qui se procurent des produits ailleurs et rapatrient les bénéfices.

Les PME F sont-elles une bonne chose?

De façon générale, les PME F jouent un rôle positif, et elles restent sur place.

- De toute évidence, les PME F produisent habituellement des avantages nets: elles jouent un rôle clé qui répond aux besoins essentiels, souvent à temps partiel, parallèlement à d'autres activités. Elles apportent l'aisance aux populations locales, permettent la créativité locale et préservent l'identité culturelle (mais il existe également des exemples de PME F qui ont des retombées catastrophiques du point de vue social).
- Davantage que les grandes entreprises, les PME F sont capables de comprendre les contextes politiques locaux, d'établir des liens avec la société civile locale et de s'engager à opérer dans un secteur particulier.
- Il est nécessaire de tirer parti des forces des PME F et de remédier à leurs faiblesses, plutôt que de s'en désintéresser.

Quelles sont les perspectives d'investissements plus importants dans les PME F?

- Là où les impôts sont élevés, les règlements nombreux et injustement appliqués et les revenus encaissés par des particuliers, les PME F ont tout intérêt à rester en marge de l'économie formelle ou à s'en dissocier.
- La corruption et l'illégalité vont de pair dans beaucoup de zones de forêt frontalières où les PME F prédominent.
- Les PME F sont souvent théoriquement soumises à de multiples autorités des pouvoirs publics—qui n'ont parfois aucun rapport étroit entre elles, changent fréquemment, et font peu de cas des PME F.
- Les arrangements de décentralisation et de cogestion sont très prometteurs.
- Les soucis du consommateur à l'égard d'un commerce équitable sont potentiellement susceptibles de soutenir ce que les PME F ont de mieux à offrir.
- Là où des PME F se regroupent ou s'associent, elles peuvent jouer un plus grand rôle pour attirer des investissements, articuler leurs besoins et influencer sur les politiques.

Recommandations

- **Encourager les associations d'entreprises et soutenir leurs besoins particuliers:** les associations peuvent influencer sur les politiques des pouvoirs publics, réduire les coûts de transaction et investir dans des stratégies adaptatives. Un appui ciblé peut apporter d'importantes récompenses.
- **Simplifier, stabiliser les lois et les imposer équitablement:** dans certains cas, l'attribution d'un titre de propriété formel peut aider. Dans d'autres, la participation démocratique de groupes marginalisés à la prise de décisions concernant des terres communes est critique. Les politiques qui encouragent un secteur de PME F compétitif, tout en permettant une mobilité verticale, sont préférables à celles qui se bornent à les protéger.
- **Soutenir les subventions judicieuses, et supprimer les subventions injustifiables et les obstacles aux échanges:** ces mesures peuvent constituer



Point de vente: vendeuses de pommes cannelles au bord d'une route en Inde. Photo: Andhra Pradesh Forest Department

des dispositions supplémentaires essentielles s'il y a de bonnes raisons de s'opposer au cumul des pouvoirs de quelques-uns.

- **Développer les associations coopératives d'épargne et de crédit et améliorer l'évaluation des risques:** les associations coopératives d'épargne et de crédit peuvent jouer un rôle essentiel en facilitant aux différents propriétaires de PME F la rentabilité du capital dont ils disposent. Les prêts groupés avec mutualisation des responsabilités sont très prometteurs, et la certification groupée peut également aider à ouvrir des lignes de crédit. Pour que les banques puissent servir plus efficacement les PME F, les évaluations des risques doivent tenir compte des cadres temporels et des contraintes des opérations forestières.
- **Renforcer les capacités en matière de gestion, d'affaires avec des acteurs plus importants, et de négociations financières:** il peut être essentiel également, en tant que moyens pour obtenir des ressources d'investissement, de renforcer les capacités de gérer des types appropriés d'affaires avec de plus grandes entreprises. Dans certains pays on voit apparaître des organismes de courtage qui mettent les PME F en rapport avec des initiatives d'action, des sources d'investissement et des agences de soutien aux entreprises. Dans ce cas, il y a lieu de mettre au point des approches valables et de les faire adopter plus largement.

Conclusion

Si nous acceptons que la foresterie peut et doit contribuer davantage au développement durable et à la réduction de la pauvreté, nous devons alors faire mieux que chercher des réponses uniquement au niveau des grandes entreprises ou des micro-entreprises. Il nous faut plutôt étudier les types d'entreprises qui existent en réalité et qui constituent la majorité du secteur forestier—les PME F. Nous avons besoin de nouveaux mécanismes de financement pour renforcer les investissements des propriétaires des PME F conscients de leurs responsabilités. La meilleure chance de succès réside dans le renforcement des associations de PME F.

Ce texte résume l'exposé présenté par l'auteur au Forum international sur les investissements dans les forêts tropicales, tenu à Cancun (Mexique) les 26 et 27 avril 2006. Il s'inspire également d'un article de Macqueen, D. et Mayers, J. 2006 (à paraître), intitulé Forestry's messy middle: a review of sustainability issues for small and medium forest enterprise. Institut international pour l'environnement et le développement, Londres, Royaume-Uni.